

**LE DÉVELOPPEMENT,
PARLONS-EN !**

Vient de débuter, le 15 novembre, la Semaine de la Solidarité internationale, qui prendra fin le 23 novembre 2008... La Semaine est un temps fort pour questionner le sens que nous donnons à la solidarité internationale, l'occasion pour des centaines d'acteurs de la région Centre de proposer informations et pistes concrètes pour agir en citoyen-ne solidaire ici et ailleurs.

Proposées par des collectifs associatifs, et activement appuyées par le Conseil général du Cher, les villes de Dreux, Vendôme, Saint-Jean-de-Braye, Tours et Joué-lès-Tours, les animations mettront à l'honneur diverses thématiques de la solidarité internationale : achats équitables, respect de l'environnement, promotion des droits de l'homme, bénévolat, migrations...

Face au contexte international et notamment à la crise alimentaire, il est important de rappeler les engagements pris à l'échelle de la planète.

Les actions engagées par l'AFDI Centre, Ecidec, Afrique Verte,... prouvent qu'il est possible d'agir, chacun à son niveau, dans la coopération internationale : agriculture, finances solidaires, formation professionnelle et apprentissage, développement durable... Des projets qui répondent à des besoins précis pour dynamiser et pérenniser, si possible, l'économie locale. Il est également question de faire émerger de nouvelles coopérations et permettre les échanges d'expériences et de pratiques. Même si elle répond mieux aux besoins des populations locales, à leur désir de partenariat équilibré, la coopération internationale ne résout pas, comme par enchantement, tous les problèmes qui se posent. Elle est une démarche nécessaire mais bien difficile à mettre en œuvre...

En lisant ce journal, la Semaine sera déjà finie mais cela ne vous empêche pas, au quotidien, de dire «oui» à l'égalité et aux droits fondamentaux pour tous, sur votre territoire, mais aussi de par le monde. C'est à vous de faire vivre la Semaine de la Solidarité Internationale avec conviction et engagement en région Centre...

> Jean-Michel HENRIET, administrateur CENTRAIDER et membre de Peuples Solidaires 41

**DOSSIER**
**NOUVEAUX ENJEUX
DE LA COOPERATION INTERNATIONALE
DANS L'ECONOMIE MONDIALE**
SOMMAIRE

ACTUALITÉS	2
DOSSIER :	
AFDI Centre : L'agriculture au service du développement économique	3
Afrique Verte : Les Sahéliens peuvent nourrir le Sahel	4
Ecidec : De l'épargne qui leur donne du crédit	5
FITS Bamako : 3 ^e Forum International Tourisme Solidaire - Mali	5
ACTUALITÉS SUITE	7

Actualité

SEMAINE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN RÉGION CENTRE

Bientôt le bilan...



La Semaine de la Solidarité internationale a débuté le 15 novembre et prendra fin le 23 novembre 2008.

Plus de 130 animations ont marqué la 11^e édition. Cette année, certains acteurs se sont mobilisés pour apporter un éclairage particulier sur l'actualité.

La Semaine de la Solidarité Internationale s'arrête officiellement le 23 novembre **MAIS** la sensibilisation continue jusqu'en janvier 2009 en REGION CENTRE ! En voici un aperçu :

PLUMES D'AFRIQUE

4^e édition, en Touraine.

Rencontres organisées par le Réseau Afrique 37 (collectif départemental des associations de coopération avec l'Afrique) autour des écritures d'Afrique francophone en Indre-et-Loire et parrainées par l'écrivain malgache Jean-Luc Raharimanana. Depuis mi-octobre, Plumes d'Afrique invite écrivains, conteurs, ... à participer à des tables rondes, projections, expositions... En voici un aperçu jusqu'à janvier 2009 :

Tours

> **Vendredi 28 novembre**

Médiathèque François Mitterrand

18h : « *Les cris et l'écrit de l'Afrique, une invitation à la danse et à la musique* » par José Kandot.

> **Vendredi 28 novembre**

Centre Chorégraphique National

19h : Danses contemporaines du Maroc.
Réservations : 02 47 36 46 00

LOIR ET CHER

Blois

> **Mercredi 10 décembre**

Salle du Crédit Agricole Val de France

18h à 22h : 60^e anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme. Manifestation artistique (chant, musique, théâtre, poésie, ...) organisée par le collectif 3D (Ensemble pour les Droits, les Devoirs et la Dignité des Personnes). Entrée libre.

Contact : 02 54 42 84 55
monique.derue@wanadoo.fr
danielle.henriet@wanadoo.fr

INDRE

La Châtre

> **Mardi 2 décembre**

Théâtre Maurice Sand

20h30 : Soirée culturelle des deux rives. *Contes d'ici et d'ailleurs*. Et créations artistiques des élèves du lycée de La Châtre.

Contact :
Collectif Solidarité Boischaux Sud
collectif_solidaire_bs@orange.fr
02 54 30 15 14 ou 02 54 48 08 82

INDRE-ET-LOIRE

Tours

> **Du 24 au 30 novembre**

Espace Jacques Villert
Exposition « *Ceci n'est pas une prison* », CIMADE.

> **Vendredi 28 novembre**

20h30 : Concert inédit, Sina Sinayoko et ses musiciens danseurs chasseurs du Mandé au Mali, au Petit Faucheux. Tarif : 14€, 10€, 6€. Réservations : 02 47 38 67 62.

> **Samedi 29 novembre**

Auditorium Bibliothèque Municipale

14h15 : Rencontre avec l'écrivaine algérienne Maïssa Bey. Animation. Atelier de littérature contemporaine.

Saint-Pierre-des-Corps

> **Samedi 29 novembre**

Bibliothèque Municipale

15h : « *Les lianes du Niary-Kongo* » par le conteur congolais Moïse Kokolo

Joué-lès-Tours

> **Samedi 29 novembre**

Médiathèque

15h : Conférence. Lecture de l'œuvre de Léopold Sedar Senghor

Animation Arlette Ridet poétesse

Loches

> **Du 17 novembre au 2 décembre**

Résidence d'artistes - Burkina Faso

Ateliers musicaux, avec les élèves des écoles publiques de Loches. L'association DONI DONI fait découvrir aux enfants ses actions au Burkina Faso. Un groupe de musiciens burkinabés présente le projet de construction d'un centre de musique à Bobo Dioulasso ainsi que les instruments traditionnels avec lesquels ils jouent et la place de la musique dans la vie sociale du pays. Durant les ateliers, ils feront travailler les enfants sur des danses et chants de leur répertoire.

> **Mardi 2 décembre**

Salle Agnès Soral

18h : Spectacle de retransmission

Organisé par l'association DONI DONI
02 47 59 13 85 / martingruer@gmail.com



> **Samedi 29 novembre**

Maison Pour Tous

14h-22h : Exposition arts du Rwanda
19h30 : repas animé par Tous Ensemble 37
Tarif : 10€, 5€ pour - 12ans.
Réservations : 06 64 39 26 75 après 18h.

> **Du 25 au 29 novembre**

Médiathèque

Exposition Léopold Sédar Senghor
Renseignements : 02 47 73 32 00

Sainte-Catherine-de-Fierbois

> **Samedi 29 novembre**

Salle des Fêtes

20h30 : Concert Sina Sinayoko. Exposition d'instruments de musique africains.
Tarif : 8€, 4€.

Réservations : 02 47 65 34 39 / 06 89 48 02 28

Montbazou

> **Mardi 13 janvier 2009**

Cinéma Le Générique

20h30 : Projection « *Expérience africaine* » de Laurent Chevalier.

> Programme complet sur www.centraider.org
Contact : mary.bolzon@orange.fr
02 47 27 43 28 / 06 79 35 18 47

NOUVEAUX ENJEUX DE LA COOPERATION INTERNATIONALE DANS L'ÉCONOMIE MONDIALE

AFRIQUE VERTE

Les Sahéliens peuvent nourrir le Sahel



Traditionnellement, au Niger, au Burkina Faso et au Mali, le mil, le sorgho mais aussi le maïs constituent la base de l'alimentation quotidienne. Mais la production est mal répartie...

L'association Afrique Verte a été créée en 1990 dans le but d'améliorer la sécurité alimentaire au Sahel en fluidifiant la commercialisation des céréales locales.

Ce choix reposait à l'époque sur un constat : les volumes de céréales récoltées dans ces 3 pays couvrent globalement les besoins de consommation alimentaire de l'ensemble de la population. Si les récoltes sont abondantes dans le Sud, grâce à une pluviométrie satisfaisante, elles sont très faibles au Nord, zone d'élevage par excellence mais structurellement déficitaire en céréales. Étant donné les difficultés de communication et de transport entre les différentes régions, certaines régions sont mal approvisionnées et connaissent des problèmes alimentaires qui peuvent s'avérer graves en mauvaise année de production.

Afrique Verte a mis en place une stratégie qui repose sur l'information, formation et la structuration des organisations paysannes afin que les groupements des zones productives puissent vendre plus facilement leurs excédents à celles qui sont dépendantes en céréales.

- Une trentaine d'animateurs de l'association résident dans les zones rurales : ils travaillent auprès des populations auxquelles ils apportent des appuis conseils. Le réseau d'animateur est coordonné par le siège de l'association nationale, basé dans chaque capitale, qui recueille et diffuse les informations entre les différentes régions.

- Les animateurs informent les opérateurs sur les disponibilités céréalières, les stocks, les quantités et les prix, les appels d'offre... et accompagnent les structures paysannes pour réaliser leurs achats ou leurs ventes,

- Ils dispensent des formations en techniques de commercialisation (rédaction des contrats...), en gestion physique et financière des stocks, ils accompagnent les structures paysannes auprès des organismes financiers et leur apportent un appui pour déposer des demandes de crédits.

Tous les ans, au moment de la campagne de commercialisation, entre décembre et mars, Afrique Verte organise des « bourses aux céréales » afin de faciliter les transactions. Lors de ces manifestations, les opérateurs céréaliers peuvent acheter ou vendre en fonction de leurs besoins, ce qui leur permet d'obtenir des revenus ou de s'approvisionner en céréales locales à un prix intéressant.

Grâce à ces actions et malgré de nombreuses difficultés structurelles et logistiques, aujourd'hui, les céréales circulent mieux au sein de ces 3 pays. Mais un fort exode rural a fait apparaître une nouvelle problématique : les zones urbaines, qui connaissent un important accroissement démographique et un développement rapide, sont elles aussi devenues déficitaires en céréales. Dans les villes, les mères de famille cherchent des produits qui se cuisinent rapidement pour s'adapter au mode de vie contemporain. Souvent occupées à l'extérieur du foyer, elles n'ont plus le temps de piler, nettoyer et tamiser les céréales brutes pour préparer les plats. En conséquence, la consommation de produits importés (couscous de blé du Maghreb, spaghettis

d'Europe...) augmente alors que l'inflation consécutives aux crises de 2007 et 2008 les rend financièrement inaccessibles pour une large frange de la population.

C'est pourquoi Afrique Verte estime que le contexte actuel est une opportunité pour les Sahéliens de valoriser les céréales locales. En ce sens l'association accompagne depuis quelques années les groupements féminins spécialisés dans la transformation du mil, du sorgho, du maïs, du fonio et du riz et qui offrent aux consommateurs des aliments de qualité, vendus à bon marché et répondant à une demande urbaine importante : semoules et farines prêtes à l'emploi en particulier.

Avec le soutien du Conseil régional du Centre, Afrique Verte conduit ce type de projet au Mali, dans la région de Mopti. Une quinzaine de groupements féminins sont accompagnés dont trois se sont spécialisés dans les farines infantiles enrichies fabriquées à partir de cultures locales : les farines MISOLA (mil, soja, arachide). Des formations sont dispensées pour aider les femmes à se structurer et à entrer dans le secteur formel, d'autres abordent les questions essentielles d'emballage et d'étiquetage. Des analyses réalisées en laboratoire visent à améliorer la qualité des produits alimentaires, des échanges d'expériences avec d'autres groupements permettent de diversifier la gamme de produits...

Ces groupements ont vendu plus de 6 tonnes de produits transformés en une année, ce





qui leur permet d'améliorer leurs revenus, donc le niveau de vie du foyer, d'approvisionner les consommateurs en produits locaux et de regagner ainsi des parts de marché au bénéfice des producteurs sahéliens, dynamisant ainsi l'économie nationale.

Des progrès visibles sont en cours mais il faut poursuivre les efforts afin de constituer une filière céréalière sous régionale efficace et durable pour atteindre la sécurité et la souveraineté alimentaires au Sahel.

> par Nicolas Lebeurier,
responsable communication et partenariats
Afrique Verte
12-20 rue Voltaire 93100 Montreuil
01.42.87.06.67 / afriqueverte@wanadoo.fr
www.afriqueverte.org

AFDI CENTRE



L'AGRICULTURE AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La crise alimentaire du printemps 2008 a mis une nouvelle fois en lumière le rôle fondamental de l'agriculture. Afdi (Agriculteurs Français et Développement International) agit depuis 30 ans pour aider les agriculteurs familiaux du Sud à se structurer en Organisations Paysannes.

François Vanier, président d'Afdi Centre et vice-président d'Afdi National, nous explique le sens de leur action.

François Vanier, Comment est-ce qu'Afdi a réagi face à la crise alimentaire ?

Il y a quelques mois, les prix agricoles ont fortement augmenté sur les marchés mondiaux. Mais les paysans du Sud n'en ont pas forcément bénéficié : ils ont vendu leurs produits à la récolte, à un prix certes un peu plus élevé qu'auparavant, mais à la soudure, ils ont du racheter de quoi se nourrir au prix fort. Et aujourd'hui, les cours sont à la baisse.

Cela illustre un phénomène que tout le monde reconnaît : du fait de la politique de dérégulation des marchés pratiquée par l'OMC, les cours seront de plus en plus fluctuant.

- Cela est mauvais pour les paysans, car dans un contexte aussi incertain et donc risqué, ils ne peuvent investir pour produire plus et mieux.

- Cela est mauvais pour les urbains, qui vont subir des hausses régulièrement, et vivre aussi dans l'incertitude.

Depuis 30 ans, Afdi et ses partenaires dénoncent ces politiques, et proposent au contraire des politiques agricoles qui créent un cadre permettant aux agricultures familiales de faire face aux risques. Ainsi, les volumes de production et les flux commerciaux seront sécurisés sur l'ensemble de la planète, et les cours alimentaires seront durablement stabilisés.

Face à la crise, Afdi a soutenu les organisations paysannes dans leurs démarches de plaidoyer auprès des gouvernements, et dans leurs efforts accrus pour augmenter la production.

L'agriculture familiale est-elle si importante pour l'économie ?

Dans les pays du Sud, les agricultures familiales emploient la majorité des actifs et représentent plus de 2,8 milliards de personnes, soit 45% de la population mondiale. De plus, l'agriculture familiale est un vecteur important de lutte contre la pauvreté : son caractère familial assure une redistribution équitable des revenus, et l'implication citoyenne des paysans favorise une représentation politique des plus défavorisés. La Banque Mondiale l'a elle-même reconnu dans son Rapport sur le développement dans le monde 2008 : la croissance des revenus agricoles contribue au moins deux fois plus à réduire la pauvreté que la croissance du PIB des autres secteurs.

Comment soutenez-vous cette agriculture ?

Les paysans ont pris en main leur propre développement.

Seuls, disséminés sur des territoires étendus, ils ont peu de poids. C'est pourquoi ils s'unissent dans des organisations paysannes, sous toutes leurs formes (coopératives, syndicats, groupements de vente, réseaux de conseil...). **Nous soutenons ce mouvement.**

Les Organisations Paysannes sont incontournables : elles assurent la représentation politique du monde paysan, elles permettent aux producteurs de peser dans les négociations commerciales.

Elles jouent aussi un rôle économique, par exemple, par l'achat groupé d'outils, ou

en se portant garantes pour leurs membres auprès des organismes de crédit.

Elles sont un lieu de formation continue, et d'échanges entre paysans : ensemble, en comparant leurs pratiques, ils savent voir ce qui fonctionne le mieux et évoluer dans ce sens.

Concrètement, comment agissez-vous ?

Ce qui nous motive, c'est l'échange paysan : échange sur notre métier, mais aussi notre engagement dans les organisations agricoles françaises.

Par exemple, lorsque nous accompagnons les femmes qui transforment leurs fruits et légumes à Sikasso au Mali, cela veut dire que nous construisons ensemble un programme de formation à la transformation, animé par une intervenante malienne. Des femmes membres d'Afdi partent en mission, pour vivre avec elles cette formation. Puis des maliennes viennent chez nous, elles voient comment des producteurs français pratiquent la transformation à la ferme. Elles rencontrent les organisations françaises, et cela leur donne des idées, et du courage. De plus en plus, il y a des échanges Sud-Sud : les femmes de Sikasso sont allées voir comment les femmes de Yanfolilila (autre village du Mali) travaillent, dans un contexte très proche du leur.

Elles sont très fières d'échanger sur leurs savoir-faire, et de nous montrer toute la diversité de leurs pratiques !!!

En allant voir « ailleurs », l'agriculteur prend conscience de ses propres ressources, il envisage d'autres chemins : cela « ouvre le champ des possibles ». Il y a une véritable réciprocité dans les échanges : du contact avec les paysans du Sud, je pense qu'on retire un nouveau regard plus juste, avec du recul, sur notre société.

Ici en France, nous faisons un travail de sensibilisation du monde agricole et rural. Plus particulièrement en ce moment, où nous avons lancé une campagne « les paysans contrent la faim » pour expliquer notre action.

> par François VANIER, président d'AFDI Centre et Delphine COURNET, animatrice régionale

Cité de l'Agriculture, 13 avenue des Droits de l'Homme 45000 Orléans
02.38.71.91.54 / afdi.centre@yahoo.fr
www.afdi-opa.org



**QUAND L'ÉPARGNE SOLIDAIRE
FINANCE DES ACTIVITÉS
ÉCONOMIQUES AU SUD**

Alors que nous, épargnants du Nord, confions la plupart du temps nos économies à des banques qui les utilisent à des fins spéculatives, des milliers d'hommes et de femmes sont privés des ressources financières qui leur permettraient de développer leurs projets économiques et ainsi de retrouver dignité et confiance en eux. Ils vivent dans les pays du Sud et sont commerçants, agriculteurs, restauratrices, couturières, tailleurs, menuisiers... tous ont pour point commun de devoir vivre au jour le jour, d'être dans l'impossibilité de formuler des projets à long terme parce qu'ils n'ont pas suffisamment de ressources pour investir dans des machines, des outils, des matières premières...

Comment construire un monde plus juste en répartissant mieux les richesses ?

C'est la question que s'est posée l'association Ecidec (Echanges Internationaux pour le Développement et la Coopération) en 1996 alors que son partenaire béninois, l'association Minonkpo, lui demandait de lui fournir de quoi prêter de

petites sommes à des femmes dans des situations d'extrême précarité dans la banlieue de Porto-Novo (Bénin).

Ecidec décide alors de se mobiliser pour créer le réseau « Coup de Pouce ».

Le Prêt Coup de Pouce, labellisé par Finansol^[1], permet à des citoyens du Nord de mobiliser leur épargne au service d'entrepreneurs du Sud, permettant de créer une chaîne de solidarité, fondée sur la confiance, mais aussi sur l'exigence du remboursement. En prêtant un minimum de 300 euros pour une durée de 30 mois (période qui correspond à la durée nécessaire pour accompagner un bénéficiaire vers l'autonomie), l'épargnant a la garantie que son argent sera prêté sous forme de microcrédit à des femmes et des hommes qui ont la volonté de se prendre en main pour sortir de la pauvreté.

Témoignage

Yeïnou, 42 ans, 5 enfants, a reçu un prêt de 40 euros.

« Avant le crédit, j'étais endettée et mes enfants et moi dormions souvent à jeun. Avec le crédit, j'ai pu aller vendre moi-même mes nattes au marché. J'ai fait des bénéfices, et avec j'ai pu envoyer mes enfants à l'école. Mais le plus important, c'est qu'on m'a fait confiance pour la première fois de ma vie. Je suis fière d'avoir tout remboursé ».

Aujourd'hui, l'ensemble du réseau des épargnants permet la mise en circulation de 250 000 euros dans les villages du Sud-Bénin. Ecidec et son partenaire Minonkpo accompagnent près de 3 000 bénéficiaires dans leur projet d'insertion économique. Depuis 2007, Minonkpo s'autofinance à



100% grâce aux intérêts prélevés sur les microcrédits et permet la rémunération de 20 salariés béninois : la preuve que la lutte contre la pauvreté peut aussi être menée avec des programmes pérennes et économiquement viables.

En 2008, la Région Rhône-Alpes a choisi de faire confiance à Ecidec en confiant à l'association la mise en œuvre d'un Fonds d'Appui aux Initiatives Locales dans la région de Matam au Sénégal. Ce programme a pour objectif d'accompagner et de financer des porteurs de projets afin de dynamiser le tissu économique local.

> par Magali Héraud-Arouna, coordonnatrice et Nicolas Guingand Responsable des programmes Ecidec, 10 Rue Lanterne 69001 LYON 04 78 28 15 01 / ecidec@free.fr www.ecidec.org

notes

[1] Label garantissant éthique, transparence et solidarité aux produits d'épargne solidaire. Plus d'infos sur www.finansol.org

FITS 2008

**3^E FORUM INTERNATIONAL
DU TOURISME SOLIDAIRE,
À BAMAKO MALI**



3^e grand rendez-vous du tourisme solidaire et du développement durable qui réunit tous les deux ans divers acteurs de ce secteur afin de consolider et promouvoir leurs projets.

Après Marseille en 2003, Tuxla Gutierrez (au Chiapas, au Mexique) en 2006, le FITS 2008 s'est tenu les 20, 21 et 22 octobre au Mali, à Bamako. Le FITS 2008 s'adressait principalement aux institutionnels concernés par ce secteur, aux acteurs de terrain, ainsi qu'aux organismes d'appui.



Axé sur l'opérationnel, le FITS 2008 s'articulait autour de conférences, ateliers et tables rondes. Quatre grandes sessions ont été proposées :

- Politiques et stratégies nationales d'appui au tourisme responsable et solidaire
- Démarches de développement territorial intégrant le tourisme
- Démarche du développement durable appliquée au tourisme, méthodes, outils et bonnes pratiques
- Commercialisation et la mise en marché des destinations

Avant le FITS : ateliers de terrain du 15 au 19 octobre

L'organisation du forum proposait en option des ateliers de terrain. Ces ateliers ont permis aux participants de tous horizons de visiter les projets les plus représentatifs du tourisme responsable et solidaire au Mali :

- le campement Kamadjan solidaire, à Siby en pays Mandé
- le centre de tourisme solidaire et développement rural de Tériyabougou, dans la région de Ségou
- Bandiagara, en pays Dogon
- le village de migrants de Somankidi-Koura, à Kayes

FITS à Bamako du 20 au 22 octobre



Le FITS, soutenu par le gouvernement français, par la Région PACA et appuyé par les Nations Unies (OMT, UNESCO, BIT, CNUCED), est devenu un grand rendez-vous des administrations, des collectivités locales, des ONG, des entreprises de tourisme, des associations et des réseaux concernés par le thème du développement durable et du tourisme équitable et solidaire.



350 participants de 50 pays différents, 10 tables rondes, 30 réunions et une trentaine de recommandations pour la clôture du FITS...

Ces 3 journées du Forum avaient de quoi faire tourner la tête d'informations, de rencontres et d'échanges de pratiques avec les professionnels du tourisme. Même si ce Forum est une organisation engagée, il n'a pas pour vocation à résoudre les maux du tourisme de masse mais à permettre la rencontre et si possible la mise en pratique d'autres formes de tourisme qui peuvent créer des emplois pérennes, valoriser les ressources locales, protéger l'environnement, permettre le maintien de la biodiversité, respecter les us et coutumes du pays d'accueil...

Cette rencontre : c'est avant tout un espace de propositions de solutions alternatives et de sensibilisation.

En fait l'enjeu de ce conclave international est de dire haut et fort : comment faire du tourisme un outil de développement local et un levier de diversification économique pour les pays du Sud, et comment concevoir des pratiques pour voyager autrement et modifier le comportement des usagers.

Outil de développement durable des territoires...

Je me permettrais de reprendre les termes de Jean-Marie COLLOMBON, coordinateur du FITS : le tourisme responsable et solidaire « ne résoudra pas les problèmes comme par magie, mais il pourra contribuer à améliorer les économies locales, à préserver les cultures et les environnements. [...] C'est le tourisme avec « 3 R » au lieu d'un seul. R comme responsabilité, R comme respect et R comme revenu, un revenu juste, équitable pour chacun des acteurs, au long de toute la filière. »

> Carla GUIBURAGA, coordinatrice à CENTRAIDER



A ne pas manquer !

2^e édition
des Rencontres régionales
du Tourisme responsable,
à Tours (Indre-et-Loire)

EN OCTOBRE 2009,
AU VINCI

Manifestation organisée par
la Ville de Tours, en partenariat
avec la Région Centre
et CENTRAIDER.

> Contact :

Elodie BARITAUX,
chargée de mission Tourisme
solidaire à Centraider

02 47 38 35 36

contact@centraider.org

www.centraider.org

DONNONS LA PAROLE À L'ESPACE PUBLIC

ÊTES-VOUS SOLIDAIRE, AU QUOTIDIEN ?

Expérience de portage de paroles en région Centre

Interpeller des habitants et des passants, voilà un outil d'animation utilisé par des collectifs associatifs vendômois, orléanais et abrysiens.

En novembre 2008, ces collectifs ont réalisé une enquête de rue, appelée « Portage de paroles ». Cela consistait à interroger des personnes dans l'espace public (rue, marché...), à partir d'une question. Ce n'est pas un sondage, car la question, ouverte, en l'occurrence « Êtes-vous solidaire au quotidien ? » doit provoquer une discussion et non pas donner une réponse binaire. Les porteurs de paroles recueillent les avis des passants et les inscrivent sur des panneaux accrochés dans l'espace public. Les panneaux attirent alors l'attention des nouveaux passants qui s'approchent, questionnent, discutent, apportent d'autres points de vue.

« C'est un peu du café du commerce, non ? ». Oui et non.

Oui, car c'est une discussion à bâtons rompus sans vraiment de direction.

Non, car les intervenants sont là aussi pour informer, apporter des contradictions. C'est la richesse du débat qui est important.

Cette action, menée à Orléans, St-Jean-de-Braye et à Vendôme, a mobilisé environ 40 bénévoles d'associations de solidarité internationale et même quelques volontaires européens !

> Contact : Sylvain DAVILA, contact@centraider.org

Portage de paroles :

Outil de débats publics dans la rue initié par l'association **Matières Prises**.

> En savoir plus :

<http://matieresprises.blogspot.com>

VIE DU RESEAU

PROGRAMME DE FORMATION 2009

• Tourisme solidaire

Mercredi 14 janvier à Tours

• Projet de solidarité internationale :

De la conception à l'évaluation
en passant par le financement

Vendredi 23 et samedi 24 janvier à Blois ou

Jeudi 12 et vendredi 13 mars à Bourges

• Jeunesse et solidarité internationale, en collaboration avec l'AFCCRE

Mardi 3 février à Orléans

• Genre et développement

Mercredi 18 février à St Jean de la Ruelle

• Solidarité internationale et médias

Mercredi 15 avril à Tours

> Programme complet et bulletin d'inscription
téléchargeables sur www.centraider.org

Contact : Stéphanie CHAPUIS
contact@centraider.org / 02 54 80 23 09

JOURNAL

Ayez le réflexe ! Edité tous les trimestres (avril, juillet, septembre et novembre), vous pouvez participer à la rédaction de ce Bulletin en nous communiquant l'actualité et les projets de votre organisme. De cette façon, le journal de Centraider pourra s'enrichir de nouvelles réflexions et témoignages d'acteurs...

Prochaine édition prévue pour mars/avril 2009 sur la coopération décentralisée en région Centre (congés solidaires, tourisme responsable et durable, exemples d'actions de coopération menées par les collectivités locales de la région Centre,...). Nous vous invitons d'ores et déjà à nous contacter !

> Contact : Elodie BARITAUX,
contact@centraider.org / 02 47 38 35 36

ANNUAIRE 2008/2009

L'une des missions de Centraider est d'identifier les associations, collectivités locales et établissements publics en région Centre. Il s'agit de savoir *qui fait quoi* en région dans le domaine de la coopération décentralisée et de la solidarité internationale. Afin d'actualiser les données, la plupart d'entre vous ont été contacté par l'équipe technique de notre réseau. Depuis début novembre 2008, nous avons achevé l'actualisation des informations concernant plus de 700 structures.

Dans une démarche de dématérialisation et « d'éco-attitude », nous n'éditionerons pas d'annuaire papier. A compter de maintenant, l'annuaire sera électronique, consultable sur notre site internet et actualisé quotidiennement au gré des informations qui nous parviennent. Merci à tous ceux qui ont contribué à la mise à jour des données. Et avis aux nostalgiques du papier, l'annuaire 2006/2007 est devenu un collector !!

FINANCEMENT



NOUVEAUX APPELS À PROJET 2009

Le ministère des Affaires étrangères et européennes et le ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire lancent pour 2009 deux nouveaux appels à projet en soutien aux actions de coopération décentralisée :

- «solidarité à l'égard des pays en développement et développement solidaire et migrations»
- «coopération européenne»

Dossiers à déposer en ligne depuis la rubrique CNCD du site France Diplomatie entre le 26 novembre 2008 et le 1er février 2009. L'instruction des dossiers de candidature sera réalisée jusqu'au 1er avril 2009, la liste des projets retenus sera ensuite arrêtée au cours de ce mois.

> En savoir plus : www.diplomatie.gouv.fr/cncd



Le 16 novembre 2008, portage de paroles au marché de Saint-Jean-de-Braye

COMMISSION EUROPE DE L'EST

ET SI SOFIA M'ÉTAIT CONTÉ...

En tant que responsable de la Commission Europe de l'Est, j'ai représenté CENTRAIDER aux Premières Rencontres Régionales de la Coopération Transfrontalière, du Développement Durable, des Territoires et de la Coopération Décentralisée dans les Balkans les 3 et 4 juillet 2008, à Sofia.

Dans le cadre de l'Union Européenne (sous présidence française depuis le 1er juillet), c'est l'Ambassade de France qui a organisé ces premières rencontres : dans un hôtel quatre étoiles pouvant accueillir près de 200 participants, en ce qui concerne leur hébergement bien sûr, mais aussi pour leurs travaux (salles, service des traductions...). De ce côté-ci, réussite totale.

Fortes représentations de France et de Bulgarie bien sûr, mais aussi de Macédoine (on doit dire ARYM : Ancienne République Yougoslave de Macédoine, pour ne pas froisser la Grèce...), Roumanie, Grèce, Turquie, Albanie, Serbie, Bosnie et Herzégovine, Montenegro. Sans oublier quelques représentants britanniques (région de l'Essex) et deux commissaires européens ainsi qu'un représentant suisse du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement).

Quelques têtes connues aussi : CUF (Cités Unies France), Solidarité Laïque, Courrier des Balkans, NALAS (Réseau des Associations des Autorités Locales d'Europe du Sud Est).

Que retenir de ces deux journées de travail très denses (entre séances plénières, forums et ateliers) ?

- Une multitude d'associations, tant à l'ouest qu'à l'est, oeuvrent au développement (au sens large). Certaines très connues, d'autres beaucoup moins comme :

- ↳ ALDA : Association des Agences de la Démocratie Locale, basée à Strasbourg, avec douze agences dans le sud-est européen et le Caucase ;

- ↳ Energies-Cités, basée à Besançon et Bruxelles, qui œuvre à la promotion de politiques d'énergies durables (renouvelables) au niveau local, à travers toute l'Europe ;

- ↳ M.O.T : Mission Opérationnelle Transfrontalière, réseau de collectivités et d'autorités locales de part et d'autre des frontières françaises qui ont développé des projets de territoires transfrontaliers (9 pays membres du Conseil de l'Europe concernés) ;

- ↳ EUROMOT = MOT, Eixo Atlantico (Portugal et Espagne) et City Twins (Europe du Nord est et Russie).

- ↳ Association Nationale des Villes et Pays d'Art et d'Histoire et des villes à secteurs sauvegardés et protégés : participation à des restaurations de centres-villes anciens à Veliko Tarnovo (Bulgarie), grâce à un partenariat avec Bayonne, à Skopje (ARYM) grâce à un partenariat avec Angoulême.

- Les Commissaires européens présents ont été frappés par la volonté et le dynamisme dont ont témoigné tous les intervenants, à l'ouest comme à l'est, dans leurs comptendres d'expériences. Un représentant serbe a demandé plus d'engagements de la part des collectivités françaises !

Nos partenaires des Balkans sont demandeurs de formation en matière de gouvernance locale (formation des élus locaux).

Un intervenant grec a cependant souligné que les Etats des Balkans eux-mêmes, membres de l'UE, devaient prendre des initiatives communes... Pourquoi pas les 2^{èmes} Rencontres en Grèce ?

- D'autres propositions ont été faites.

Tous ces réseaux et associations doivent pouvoir constituer une plateforme pour faciliter et échanger confrontations et diffusion des bonnes idées. Pourquoi ne pas se retrouver dans une démarche de PROGRAMMES (qui pourraient se décliner en différents PROJETS)...

Dans son discours de clôture, le représentant du Ministère des Affaires étrangères et européennes a dit toute l'importance que l'Etat français accordait à la coopération décentralisée et à la « bonne gouvernance locale ». Il a annoncé la tenue des Journées Européennes du Développement à Strasbourg le 15 novembre. Il a insisté sur l'aide institutionnelle en matière de formation d'élus. Il a repris l'idée de la démarche de programmes communautaires : appel à projets triennaux pour 2010-2012.

Une dernière remarque, qui montre bien le déclin de la Francophonie (et le peu de cas qui en est fait par l'Etat français) : les deux commissaires européens, un Britannique et un Polonais, ont fait leurs interventions en anglais, alors qu'ils parlent bien le français. L'un arguant du fait que ses documents de travail étaient dans cette langue... Défense et illustration de la langue française !

Suite à ces premières rencontres, un comité de pilotage a été mis en place pour assurer le suivi des actions et propositions faites à Sofia. Centraider y est convié, nous ne manquerons pas de vous tenir au courant !

> par Christian SOBAC,
responsable de la Commission Europe de l'Est
Contact : Stéphanie CHAPUIS,
animatrice régionale à Centraider
02 47 34 99 47 / stephanie.chapuis@centraider.org



Adhérez à CENTRAIDER

Prix des cotisations :

Associations locales (non affiliées)	
et comités de jumelage	20 €
Associations affiliées	40 €
Etablissements publics	20 €
Réseaux départementaux	40 €
Collectivités locales	8 €
par tranche de 1000 habitants (plafonné à 456 €)	
Conseils généraux	1000 €